



## Déclaration au Comité Technique de l'Ardèche du 16 mai 2018

Monsieur le Président,

Il y a un an, devant les patrons, le président de la République E Macron promettait la « start-up nation » : « une startup nation est une nation où chacun peut se dire qu'il pourra créer une startup. Je veux que la France en soit une. »

Ce concept a été développé par deux auteurs israéliens Saul Singer et Dan Senor dans leur livre publié en 2009 et intitulé « Startup Nation », livre qui explique comment sont nées les entreprises technologiques de données en Israël.

Il est vrai qu'un écosystème militaire et civil a permis à ce pays de disposer de + de 400 entreprises de cybersécurité ou d'agences de renseignements comme celle de Black Cube qui vient de défrayer la chronique à travers les épisodes de fuites de données Cambridge Analytica-Facebook.

Ecosystème basé sur fonds de capital-risque, d'investissement privé où 4,5 % du PIB israélien est investi dans la recherche développement.

Manque de pôt (d'impôt?) , l'investissement est un grand oublié en France pays champion du monde des dividendes.

Pus de deux tiers des bénéfices (67,4%) du CAC 40 ont été reversés aux actionnaires depuis 2009 et, ce, au détriment des salariés « grands sacrifiés de ce partage inégal » (5,3 % des bénéfices seulement leur sont versés sous forme d'intéressement et de participation).

Les dividendes et rachats d'actions ont représentés + de 55 milliards d'euros en 2017.

L'investissement, élément essentiel de la bonne santé économique est considérablement affaibli par ces dividendes records et 1454 filiales détenues par le CAC 40 étaient situées dans des paradis fiscaux en 2016...

Un an après l'élection présidentielle, un constat s'impose : toujours la même politique qui échoue depuis 40 ans, énième incarnation néolibérale avec une politique de rigueur pour les uns (dont les employés, ouvriers, fonctionnaires) et une politique d'« open bar » pour les autres (en majorité les banquiers et spéculateurs qui n'investissent pas).

Une politique d'oppression de classe avec la rigueur pour ceux qui ne sont « rien » et l'opulence pour ceux qui réussissent, aucune remise en cause des places financières liées aux paradis fiscaux, de l'exil fiscal, de la finance casino, du trading privé haute fréquence et des comptes non publiés.

Politique d'austérité où les agents des finances publiques ont perdu 16 % de pouvoir d'achat depuis 2000 rien que par rapport à la valeur du point d'indice.

Destruction des droits des salariés, introduction de la sélection absurde par algorithme à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière de justice, réforme fiscale favorable aux ultra-riches, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et tentative de criminalisation du mouvement syndical, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme outil de communication sans moyens financiers alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales.

La spirale des inégalités s'accélère en France produisant deux mondes parallèles ayant de moins en moins de contacts, si ce n'est que ceux qui subissent se révoltent et ceux qui en profitent s'en étonnent. Car la superstructure minoritaire mais dominante, urbaine, bien lotie, loin du besoin n'arrive pas à concevoir, à imaginer la réalité dans laquelle patauge les deux tiers de la population.

Si nous avons le choix, nous préférons profiter des premiers rayons chauds du soleil autrement qu'en arpentant le pavé ou qu'en distribuant des tracts au public devant les services d'une administration en voie de disparition programmée. Mais le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que de nous battre, de lutter pour préserver notre outil de travail, nos missions et nos implantations. Car ce qui est en cours et surtout ce qui se prépare sous les ors de la République, dans les salons feutrés des ministères va bousculer, chambouler et déstructurer nos avenir personnels et professionnels.

Nous n'avons pas d'autre choix qu'exprimer nos colères, pas d'autre choix que de porter nos revendications, pas d'autre choix que de réclamer notre dû, pas d'autre choix que d'exiger d'être respecté en tant qu'être humain, fonctionnaire et citoyen.

Le Président E. Macron et son gouvernement ont décidé de nous dépouiller, de mettre à mal nos missions, de terrasser notre modèle social, de tuer les solidarités au profit de l'individualisme forcené.

Les orientations politiques de ceux qui prétendent gouverner pour l'intérêt général, celles du premier cercle du président de la République se résument à un seul objectif : servir les intérêts de la classe des plus riches. Et pour cela, ils veulent absolument en finir avec tous les mécanismes de protection des risques et aléas de la vie, avec tous les dispositifs de mutualisation de ces risques, et surtout en exempter les entreprises et les plus aisés, soi-disant pour rendre les premières plus compétitives, pour inciter les seconds à rester

en France et à y investir.

Et ils veulent aussi mettre hors d'état les administrations qui assurent des missions de contrôle et de régulation économiques et financières, celles de Bercy, singulièrement la DGFIP.

Pendant ce temps, les optimiseurs fiscaux comme Facebook, Microsoft, Amazon et maintenant Google viennent faire leur marché et imposer leur « politique » de disruption, ils s'installent en France pour dynamiser la République et faire main basse sur les start-up qui pourraient les intéresser ( « Aujourd'hui, il est impossible de créer une startup sans les technologies de Google. » Roxanne Varda directrice de station F, Xavier Niel fondateur)

Alors, depuis le 22 mars où nous étions près de 55 % en grève en Ardèche, partout sur le territoire, les mobilisations se construisent, essaient sous des formes diverses et variées. De nombreux collègues y sont engagés, au côté des organisations syndicales qui agissent dans une unité sans faille au niveau national comme au niveau local dans la plupart des départements.

Bien sûr, cette mobilisation que nous avons voulue inscrite dans la durée vise à défendre nos missions, à exiger une véritable amélioration des conditions de travail, à revendiquer une vraie reconnaissance de nos efforts et de nos qualifications quand la promotion interne est en voie de déliquescence, quand la valeur du point d'indice est gelée, quand nos garanties de gestion sont piétinées, alors que se profile la rémunération à la tête du client.

Nous sommes tous et toutes concernés par ce qui se passe, quelle que soit notre catégorie, notre grade. C'est la communauté toute entière de la DGFIP qui est en grand danger.

Au-delà, avec les autres secteurs dans l'action, c'est bien le principe même du service public universel et le modèle social qui régit les rapports sociaux et économiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale que nous défendons et dont nous demandons l'amélioration, pas la destruction. Il est là le point commun, le point de ralliement de toutes les mobilisations qui secouent l'hexagone depuis début avril et en ce début d'un mois de mai daté dans l'histoire sociale du pays.

**Monsieur le président, n'hésitez plus, rejoignez les rangs de la résistance active, par tous les moyens notamment en participant massivement à la grève le 22 mai.**

« Je parie que la France sera le 1<sup>er</sup> pays au monde à être entièrement digitalisée. »  
Shimon Pérès le Figaro 30/03/2016

Dans la continuité de la liminaire et suite aux résultats catastrophiques pour l'Ardèche des mouvements de mutation, nous avons interpellé le DDFiP pour qu'il intervienne auprès du DG avant les CAP A et B et le résultat du mouvement C externe pour que le département soit pourvu suffisamment en effectif.

Ainsi, par exemple, pour la résidence de Tournon, 50 postes sont mentionnés au Tagerfip (tableau général des emplois) et compte tenu des projets de mouvement, ce site aurait un déficit de 13,6 agents (8,4 C, 3,6 B et 1,6 A).

Malheureusement, la situation risque de perdurer car au niveau national, il y a 1532 postes de contrôleurs non pourvus suite au projet de mouvement dont 8 pour le département de l'Ardèche.....la DG répartie la pénurie !!!

## Compte rendu du CTL du 16 mai 2018

### 1/ Sirhius

Sirhius va remplacer Agora et Gap/Gat.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la paye sera gérée par les centres de services des ressources humaines (CSRH). L'Ardèche dépendra de celui de Clermont Ferrand.

Si vous vous posez une question sur votre fiche de paie, vous devrez contacter le service d'information aux agents (SIA) de Melun par téléphone ou formuel.

Le service RH local (ou ce qu'il en reste) continuera à gérer les Capl, les listes d'aptitude, les tableaux d'avancement.....et « le dialogue social » !!!

Le résultat de cette nouvelle « dés »organisation est :

- 300 emplois supprimés à terme (réponse d'Eckert à la cour des comptes)
- un service RH de proximité qui disparaît petit à petit
- une sécurité moins importante des données personnelles des agents

### 2/ Bilan de l'affectation de l'EDR (échelon départemental de renfort)

L'EDR a été affecté pour l'essentiel :

- au SPFE de Privas (252,5 jours)
- à la trésorerie du Thueyts (207,5 jours)
- à la trésorerie de Vallon Pont d'Arc (141,5 jours)
- à la trésorerie de Joyeuse (124 jours)
- à la trésorerie de Bourg St Andéol (111,5 jours)
- à la trésorerie du Cheylard (102,5 jours)

ce qui représente 65% de l'affectation de l'EDR.

Nous avons relevé que la création du SPFE à Privas est un échec puisque 3 renforts EDR y sont affectés en permanence et que la situation ne s'y améliore pas (200 jours ouvrés de retard!).

Nous avons demandé que des postes y soient créés !!!

Le DDFiP n'a pas pu nous indiquer le nombre de jours d'EDR que représentaient les demandes de renfort non satisfaites.....

### 3/ Formation professionnelle : bilan 2017 et perspective 2018

- 43 formateurs locaux (10 A+, 26 A, 6 B et 1 C)
- 91 formations animées en 2017 soit 1078 journées stagiaires
- formations à distance : 45% seulement des agents ont validé leur formation

Nous avons profité de ce bilan pour rappeler au DDFiP que l'organisation de demi-journée de formation ou de réunion à Privas se traduisait pour les agents de certaines résidences par du débit horaire (Annonay, Tournon, Coucouron, Le Cheylard, Les Vans, Joyeuse.....).

Par exemple pour les agents de Tournon :

	Formation d'une demi-journée	Journée au bureau
Début de journée	7h45	7h45
Trajet Tournon/Privas	1h15	
Début du stage	9h00	
Fin de la demi-journée	12h00	12h00
Pause méridienne	0h45	0h45
Trajet retour	1h15	
Début de la demi-journée	14h00	12h45
Fin de journée	16h12	16h12
Temps travaillé	6h03	7h42
Débit	Débit de 1h39	Débit 0

Le DDFiP s'est engagé à ne plus faire de formation d'une demi-journée.

#### 4/ Accueil sur rendez-vous

Ce dispositif sera généralisé à l'ensemble des Sip et aux SIE qui le souhaiteraient.

Très peu de contribuables passent par leur espace personnel pour prendre des rendez-vous (accès non évident).

Pour SFP, l'accueil sur rendez-vous est un outil supplémentaire offert aux contribuables mais ne doit pas se substituer aux autres moyens de contact (téléphone, courriel, accueil physique sans rendez-vous...).

Cette forme d'accueil demande des moyens supplémentaires en personnel pour assurer le contre-appel, la recherche des réponses.....

Les agents n'ont pas attendu l'accueil sur rendez-vous pour donner des rendez-vous aux contribuables qui le souhaitent.

#### 5/ Expérimentation du télétravail

- 19 agents se sont portés volontaires (3 A+, 8 A, 5 B et 3 C)
- 6 agents ont fait l'objet de refus
- L'éloignement du domicile a motivé l'acceptation du candidat pour cette expérimentation
- La plupart des agents bénéficie d'un jour de télétravail

#### 6/ Contrôle fiscal et programmation des dossiers professionnels

Suite aux difficultés rencontrés par les agents du PCE (pôle de contrôle et d'expertise) (Aubenas et Tournon) et à la demande SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 07, ce point a été mis à l'ordre du jour de ce CTL.

Nous avons encore re-rappelé à nouveau au DDFiP la situation du PCE.

Le nombre d'emplois au Tagerfip est de 11 emplois (7A et 4B).

Au 31/08/2017, l'effectif total était de 10,7 agents.

Suite au mouvement de mutation du 01/09/2017, l'effectif total n'est plus que de 8,7 agents soit un sous-effectif de 2,3 agents.....

Suite aux projets de mouvement des cadres A et B du 15/05/2018, le PCE perd 2 emplois qui ne sont pas remplacés.

Si la situation reste en l'état, le sous-effectif passera à -4,1 agents.

A noter également que la BCR qui participe à la programmation pour les vérificateurs de la Dircofi, perd un emploi de cadre A au 01/09/2018....

En participant massivement au mouvement de grève du 22 mars, les agents ont voulu alerter le DDFiP sur la situation très difficile de leur service.

En effet, malgré des problèmes d'effectifs, leur objectif, fixé par l'inter-région, est passé de 31 vérifications à effectuer en 2017 (pour 10,7 agents) à 39 en 2018 pour 8,7 agents.

En matière de programmation, il en est de même (109 fiches pour 2017 à 120 pour 2018).

En matière de contrôle, les agents avaient jusqu'à présent une certaine autonomie pour choisir leur CSP (contrôle sur pièces). Avec la création des pôles de programmation interrégionaux (PPI), les agents doivent désormais contrôler de manière exhaustive dans les 5 mois tous les dossiers des listes PPI transmises alors même que certaines listes ne sont pas pertinentes au niveau local.....

Les agents du PCE dénoncent les objectifs irréalistes par rapport aux effectifs et leur manque d'autonomie.

Les demandes des agents sont :

- que les objectifs soient revus à la baisse pour tenir compte de la réalité des effectifs ;
- qu'au 01/09/2018, les 4 emplois vacants soient pourvus ;
- qu'ils retrouvent une certaine autonomie.

Le DDFiP nous a entendu. Il doit réunir les agents pour revoir comment alléger leur charge et améliorer le fonctionnement du service.

Si les objectifs n'étaient pas atteints, il s'est engagé à en expliquer les raisons à l'inter-région.

#### 7/ Questions diverses

- Nous avons rappelé au DDFiP que lors du CTL du 12 octobre 2017, il avait répondu qu'il ne serait pas opposé à ce que les sites soient fermés au public mais ouverts aux agents qui souhaiteraient venir travailler, sans que soit imposée une présence significative.
- SIE : nous avons dénoncé la campagne de mass mailing sur les 2069 RCI et les menaces d'amendes pour non dépôt alors que notamment les auto-entrepreneurs n'étaient pas concernés. Cette campagne a généré de nombreux appels ou courriels.....
- Fin des cellules CSP dans les Sip : le DDFiP nous a traité de menteurs car ces cellules ne sont pas au Tagerfip !!!!

Fin du CTL à 18h00

Vos représentants Solidaires Finances Publiques au CTL

Christian Dumas	SIE LE Teil	Frédéric Vidalenche	SIE Le Teil	Joël Mounier	SIE Tournon
Carine Royau	SIE Aubenas	Sylviane Longera	BCR Privas	Sébastien Barret	DDFiP Privas